

LA POPULATION

Alfred SAUVY

Professeur honoraire au Collège de France

Pour l'ensemble du monde, c'est dans le domaine de la population qu'ont été données, depuis vingt-cinq ans, le plus d'informations à l'opinion. Mais elles ont été, particulièrement aux Etats-Unis, à peu près inultrales, attirant l'attention sur le danger que les pays pauvres font, par leur exubérance, courir aux pays riches. Inversement, il subsiste encore des courants de « bonne pensée » donnant à croire que toute augmentation de nombre est un don du ciel, donc bonne en soi.

Même dans le domaine de la démographie pure, l'ignorance est restée la règle à peu près générale, cette science étant presque abandonnée par l'université, comme en France, soit cultivée d'une façon très orientée aux Etats-Unis, la science s'effaçant à peu près devant la mystique.

A plus forte raison, la démographie large, économique et sociale, si complaisante, parvient-elle difficilement à s'affranchir, sur la voie scientifique.

Considérable est le nombre des illusions dans cette science si peu cultivée et si facilement mise à mal par l'émotion.

Les calculs les plus logiques sur les choses, pénurie ou abondance, aggravation ou amélioration des conditions, laissent de côté la réaction des hommes, certes souvent énigmatique, mais facteur essentiel.

MODELES, MAGIE ET CONFORT D'ESPRIT

Le « modèle » est, comme son nom l'indique, sinon une perfection, du moins un guide, une lumière. Enfants nous avons eu des images édifiantes, depuis « Les petites filles modèles » pour les anciennes générations aux héros plus exaltants, Tintin, Lucky Lucke et autres. Nous avons appris aussi à modeler. Adultes et économistes nous recourons aux *modèles*.

Sous des noms différents, ils existent depuis Quesnay ou Petty, pour ne pas remonter à Platon. Mais depuis un demi-siècle, ils constituent à la fois la grande récréation et le moyen de pousser le savoir, c'est-à-dire, pour employer le langage économique, la consommation et l'investissement.

Pain merveilleux, qu'un dieu partage et multiplie ! Chacun peut avoir le sien, secret ou communiqué à d'autres, et y trouver le moyen de rêver ou de se rassurer.

Certains modèles se propagent selon la loi des rumeurs et des contagions et connaissent un engouement plus ou moins durable. A ce stade, les uns ou les autres peuvent ajouter, à chaque construction, des ailes, des clochetons et des enjolivures. Le modèle ne consomme rien, sinon un peu de matière grise, n'a aucun caractère polluant et pourrait donc figurer, comme suprême remède, à la fin de cet ouvrage.

Les auteurs de modèles se complaisent dans l'onanisme de l'abstraction de peur de s'accoupler avec la monstrueuse réalité.

Un risque existe cependant, lorsque cet instrument, cet exercice, s'apprête sans précautions, à entrer en application. Certes, aucun ministre des Finances, aucun chef de gouvernement ne cédera, émerveillé par les suggestions d'un économiste présentant un modèle... modèle, assurant la solution optimale, y compris l'insaisissable félicité des hommes. Mais la pénétration lente d'idées suggérées par la douce abstraction n'est pas sans danger.

Nombreuses sont les théories et doctrines sur les rapports entre le nombre des hommes et leur bien-être, mais depuis la guerre, elles prennent le plus souvent, elles aussi, la forme envoutante et redoutable, de *modèles* : envoûtante, parce que chacun maîtrise bien les ingrédients entrés dans la cornue, redoutable, parce qu'il y a des éléments rebelles, qui ne sont pas dans la cornue.

La plupart des modèles récents, le plus souvent établis aux Etats-Unis, ont pour objet de démontrer que la croissance de la population est dangereuse, en particulier dans les pays développés et que la boîte de pilules ou le stérilet coûtent moins cher que l'élevage et l'instruction de l'enfant, dont ils permettent d'éviter la naissance. C'est un sujet, encore de surprise que de voir le nombre d'hommes de valeur qui ont mis leur matière grise, fort riche, au service d'un tel truisme et déployé leur vigueur à enfoncer une porte, qui n'a jamais été fermée.

La plupart de ces modèles ignorent ou escamotent le facteur clef, à savoir la production de richesses que réalisera cet enfant en « ballotage », lorsqu'il sera adulte, c'est-à-dire quinze ans plus tard au moins, ou, plus exactement, quelle sera la production supplémentaire réalisée par le pays du fait de son apport. Il est fort possible que cet accroissement soit très faible, ou même nul; encore faudrait-il le montrer, ce qui exigerait une étude approfondie et prospective de l'économie de chaque pays. La réponse pour le Gabon peut être très différente de ce qu'elle est pour l'Egypte alors que le modèle est omnibus.

Si les démographes-économistes se laissent aller à une telle griserie, si la science élémentaire néglige à ce point une question aussi vitale que le nombre des hommes, il ne faut pas s'étonner de voir l'opinion céder à des courants affectifs, dans un sens ou l'autre. Le domaine de la population est celui de la bonne pensée, du dogme mignon, de l'ignorance bien entendue, qui laisse le champ si libre au sentiment. Après avoir été longtemps, du moins en France, sensible à l'angoisse du vide, de la dépopulation, l'opinion est maintenant saisie par le sentiment contraire, le complexe du radeau de la Méduse, sous l'influence des nombreuses lectures sur la « pollution » et peut être plus encore à la vue d'un phénomène mal compris, le chômage.

Tout comme pour l'économie, les événements ont été à l'opposé des pronostics. Non seulement la chute, jugée redoutable, de la natalité, dans les pays développés, a été arrêtée, mais une croissance exceptionnelle, hors de toute prévision, s'est produite dans le reste du monde.

Pour les pays évolués, le passage d'une économie déprimée à une économie artificiellement stimulée et l'adoption de diverses mesures sociales, dans un grand nombre d'entre eux, fournissent le plus clair de l'explication, mais, pour les peu développés, il s'agit encore d'une dislocation, due au développement.

LES TROIS TECHNIQUES

Lorsqu'une civilisation déverse ses techniques dans une civilisation moins avancée, celles-ci ne se répandent pas à la même vitesse. Nous pouvons ici distinguer trois sortes de techniques :

- antimortelles,
- antinatales,
- économiques.

De ces trois grandes catégories, laquelle se répand avec le plus de vitesse, de nos jours du moins ? *De loin, les techniques antimortelles.* Il s'agit, bien entendu, des techniques de masse (vaccin, antiseptie, etc), et non des techniques de pointe, lesquelles n'ont, même dans les pays évolués, qu'une très faible incidence démographique. Les techniques antimortelles de masse se répandent le plus vite, pour trois raisons :

- a) elles n'entraînent pas de grandes dépenses;
- b) elles ne nécessitent pas un personnel important de haute qualité;
- c) et surtout elles n'exigent pas le concours actif de la population.

Prenons, par exemple, une grande ville, comme Le Caire ou Bombay. Il a suffi d'introduire, dans les réservoirs d'eau, un peu de chlore ou de permanganate, pour détruire les germes et sauver des dizaines de milliers de vies humaines, chaque année. Il suffit d'un personnel zélé, suivant bien les instructions données et de quelques produits peu onéreux. Aucun concours positif n'est demandé à la population.

De même, un homme presque illettré, allant de village en village, peut apprendre à vacciner les enfants. Même si, par son ignorance, il en tue un sur cent, le gain serait encore considérable, car il en sauverait bien davantage. Il suffit ici du consentement des parents lequel est obtenu partout sans difficulté.

Nous verrons plus loin combien les techniques antinatales ont du mal à se répandre, dans les populations pauvres et peu instruites. C'est qu'elles requièrent du moins dans l'état actuel des techniques, le concours actif des intéressés. Non seulement, ils doivent manifester leur volonté dans ce sens, mais ils sont tenus à une attention vigilante, dont bien des Européens s'avèrent eux-mêmes insuffisamment capables.

Quant aux techniques économiques, elles requièrent, pour la plupart, un minimum d'instruction. Recevoir des engrais est bien insuffisant, si l'homme ne connaît pas la façon de les mettre : toute machine, quelque peu évoluée, est vite hors d'usage.

A ces difficultés normales se sont ajoutées les erreurs commises, l'amour-propre étant ici le plus déplorable des conseillers. Le souci de se mettre au même niveau que les pays évolués, la peur de rester en arrière ont finalement entraîné des retards supplémentaires. Certaines techniques se sont répandues par le haut, il y a des agronomes, des biologistes dans presque tous les pays; mais la masse n'a pas suivi.

La responsabilité des pays riches n'est pas douteuse; Nous les retrouverons.

C'est sur les moyens que portent les divergences : procédés techniques, moyens politiques, etc... Le conflit essentiel se place encore plus haut et concerne l'ensemble des pays à forte croissance démographique, c'est-à-dire une bonne moitié du monde, Chine exclue. Deux thèses s'opposent, que nous présentons d'une façon schématique et grossière.

LES DEUX VOIES

En diminuant la natalité, par diffusion des techniques antinatales, disent les « malthusiens », nous réduirons les charges, si lourdes, de l'élevage de l'enfant et des investissements démographiques (logements, terres cultivables, outillages industriels, enseignement, investissements sociaux, etc...). Les ressources rendues disponibles, grâce à ces allègements, pourront être affectées aux investissements économiques donc au développement. Boule de neige, partie gagnée.

A cette thèse « malthusienne », défendue particulièrement par les Américains et les Suédois, s'oppose celle qui est défendue par les Soviétiques et plus généralement par les « optimistes » :

Les pratiques antinatales et surtout les pratiques contraceptives n'ayant guère de chance de se répandre dans une population misérable et illettrée, il faut donner la priorité absolue au développement économique et culturel, de manière à provoquer une baisse quasi spontanée de natalité, qu'il sera alors possible et recommandable de favoriser. C'est d'ailleurs ainsi que les choses se sont passées dans les pays occidentaux, aux XIXe et XXe siècles, non seulement en l'absence de toute politique nataliste, mais le plus souvent devant la résistance et l'opposition des autorités politiques et religieuses.

La concurrence entre les deux méthodes n'en est pas moins sévère, quels que soient les pieux efforts pour la dissimuler. Tous les chemins mènent au budget. Toute dépense en faveur du plan familial est, en fait, prise sur des dépenses de développement, par exemple d'enseignement. Nul ne le dit et bien peu le savent, tant l'arbitrage est discret.

De même, les médecins et les dispensaires consacrés à l'effort de diffusion des pratiques antinatales auraient pu être utilisés à l'amélioration de la santé publique, qui, le plus souvent, en a bien besoin, dans les pays à forte fécondité. Il faut alors dissimuler le mieux possible, dans les formules et les comptes, ces préférences et amputations et surtout se garder d'extérioriser un sentiment obscur et même subconscient de satisfaction devant le double « gain » en vies humaines, des morts en plus et des naissances en moins, qui résulte de ce transfert de fonctions.

Le démon moderne du calcul nous suggère de rechercher, par voie mathématique et rationnelle, la solution optimale, c'est-à-dire le moyen d'arriver au meilleur résultat possible, dans dix ou vingt ans par exemple. Rien n'est impossible; il suffit d'adopter des fonctions arbitraires, comme dans le rapport du M.I.T. et de lancer les résultats. Mais même si un tel calcul devenait un jour sérieux, ses conclusions seraient d'une férocité insupportable. Le seul procédé utilisable consiste à justifier à posteriori une position prise à l'avance, tel Frédéric II demandant, après la conquête d'une province, à ses juristes de trouver les textes pour la justifier.

C'est d'ailleurs l'ordre qui préside déjà aux recherches. Le plus souvent, les doctrinaires ont une position préjugée à base sentimentale ou, tout au moins, d'observation superficielle; ils établissent ensuite des modèles et des raisonnements dont la réponse est donnée à l'avance.

Pour le moment, l'arbitrage politique entre développement économique et limitations des naissances se fait au petit bonheur, au gré des vents et de considérations souvent étrangères au sujet.

LES TROIS ILLUSIONS

Les difficultés du développement économique et culturel étant bien connues et décrites dans de nombreux ouvrages sur le tiers monde, attachons-nous à la stratégie classique concernant la population : la population du monde augmentant trop vite, il convient de l'arrêter, pour passer à la croissance zéro. Elle s'appuie de façon solide, sur un trépied de trois illusions :

- 1 — Ignorance, quant aux troubles graves et durables qui surgissent dans une population croissant assez vite, si cette croissance était arrêtée dans un délai assez rapide.
- 2 — Illusions sur la possibilité de répandre rapidement la limitation des naissances dans une population pauvre et illettrée.
- 3 — Optique de la population du monde, prise comme un tout, alors qu'elle est hétérogène et divisée en nations indépendantes.

Les techniciens ne pouvant être que des gêneurs, les pionniers de tous genres doivent d'abord bâtir des plans, des projets, avant de les confier à ces terribles objecteurs.

Si proposer le recul d'une population, a paru excessif, même aux plus angoissés par la montée du nombre des hommes, ce n'est pas pour des raisons techniques, pour tenir compte de quelque loi de Lotka ou de Schumpeter; c'est que, du point de vue psychopolitique, une telle proposition leur semblait difficile à soutenir faute de pouvoir faire rentrer l'animal dans la coquille dont il n'aurait jamais dû sortir, les malthusiens les plus ardents ont songé à empêcher du moins tout mal nouveau, c'est-à-dire à arrêter la croissance.

C'était ignorer les rudiments de l'évolution d'une population par âge et seul l'esprit mystique qui préside à ces débats peut expliquer que les démographes américains n'aient pas mis le holà.

En admettant même que les ménages règlent leur comportement comme le souhaiteraient leurs gouvernements ou les experts, l'arrêt brusque, dans une population en croissance, entraînerait une série de troubles, de secousses graves, qui dureraient plusieurs générations. Ce point peu connu mérite attention.

Un calcul prévisionnel a été fait par J. Bourgeois-Pichat et Si Ahmed Taled sur la population du Mexique (1). Le calcul eût donné des résultats analogues pour toute population jeune de forte natalité, c'est-à-dire pour l'ensemble du tiers monde.

Pour faire la partie belle aux partisans de la croissance démographique nulle, les auteurs ont admis une période d'adaptation, l'arrêt ne se plaçant qu'en l'an 2000, après une longue période de baisse de natalité. S'il était survenu dès 1970 ou 1980, il aurait entraîné des secousses plus dures encore que celles que nous allons décrire.

Le nombre des hommes resterait constant, c'est le but, mais à l'intérieur, si l'on peut dire, se feraient sentir ses secousses de longue durée.

Déjà, dans la phase préliminaire, le nombre moyen d'enfants par ménage devrait passer de 6 en 1970 à 0,6 en l'an 2000. Un tel changement de mœurs en une génération se conçoit avec peine. Mais ceci ne serait encore rien. Comme la population vieillirait, sa mortalité augmenterait et par suite sa natalité devrait faire de même, pour maintenir la constance spontanée. Il faudrait donc que le nombre d'enfants par ménage augmente à nouveau, jusqu'à quatre en 2045, et c'est seulement après de longues oscillations qu'il rejoindrait le nombre un peu supérieur à deux, assurant le renouvellement indéfini.

La population scolaire diminuerait de moitié en quinze ans, de 2000 à 2015, pour passer à un niveau presque triple, quarante ans plus tard et subir, elle aussi, diverses oscillations, avant d'être stabilisée. Comme les générations adultes, où se recrutent les maîtres, suivraient à peu près les ondulations inverses, on imagine les difficultés du ministre de l'Economie Nationale.

Problèmes non moins épineux, pour les retraités et les maisons de vieux : le nombre des plus de 65 ans serait multiplié par 3,5 de 2000 à 2045 et représenterait alors le quart de la population ! chute ensuite et nouvelles oscillations. Les médecins auraient eux aussi d'étranges problèmes.

Emploi, enseignement, retraite, famille, etc..., tout serait bouleversé, pour deux siècles au moins.

Une population en marche ne s'arrête pas plus facilement qu'une voiture. Celle-ci ne passe à la vitesse zéro que dans le cas où elle rencontre un platane ou un mur. Pour éviter tout dommage, il faut tenir compte de son inertie.

Une civilisation qui, pendant des millénaires, a glorifié, divinisé la fécondité, n'accepte pas immédiatement de la considérer comme un mal, surtout si cette suggestion vient de l'extérieur. Si surprise il y a, on peut plutôt la trouver dans la relative rapidité d'évolution des mentalités.

Les résistances ont été et sont encore de deux sortes : les unes venant de la collectivité, nationale ou religieuse, les autres des individus ou des ménages.

Rien n'est d'ailleurs plus déplaisant, pour une population jeune et pleine d'espoir en l'avenir, de se voir enjoindre, par les riches et les « supérieurs », de freiner leur vitalité. La défense instinctive d'une race faible, qu'il s'agisse d'hommes ou d'insectes, est démographique.

(1) Population, novembre-décembre 1970 - « Un taux d'accroissement nul pour les pays en voie de développement en l'an 2000. Rêve ou réalité ?

En divers pays la découverte s'est faite sans éclat : le directeur du plan présente aux gouvernements un plan quinquennal ou décennal, dont la réalisation exige une somme impressionnante d'investissements, notamment en matière d'enseignement. Désespoir du gouvernement, impossibilité annoncée par le Ministre des Finances.

Cependant, le directeur du plan a pris la précaution de prévoir une variante : si le nombre d'enfants était moins élevé, les besoins seraient sensiblement diminués. Le stade de la réflexion commence; l'idée diabolique n'est pas venue du dehors, *elle est mienne*. A ce moment, le plus dur est fait, la maturation suivra.

Dans un pays développé, les diverses classes sociales ont, vis-à-vis de la fécondité, des attitudes semblables et des résultats très peu différents. Mais il n'en a pas toujours été ainsi et il n'en est pas ainsi, dans un pays démographiquement peu évolué. Ce sont les plus riches, les plus instruits, les mieux logés, etc..., qui songent les premiers à limiter leur famille.

Seulement, comme ces facteurs sont le plus souvent étroitement liés, il n'est pas facile de voir lequel est le plus déterminant. De l'ensemble des enquêtes faites dans de nombreux pays, se dégage *la primauté du facteur culturel*.

L'action de la propagande a été finalement très faible. Prenons, par exemple, le cas de la Martinique et de Porto Rico, îles voisines de même climat.

A Porto Rico, efforts importants des Etats-Unis, depuis ving-cinq ans, pour favoriser la limitation des naissances.

A la Martinique, loi française interdisant, jusqu'en 1968, toute propagande et la vente de contraceptifs, en dehors des préservatifs.

Nous avons devant nous un véritable laboratoire :

— résultat : le taux de natalité est presque le même dans les deux îles, 26 % environ.

Prenons maintenant la contre-épreuve : faisons varier le milieu social, mais non la législation. Au Brésil, toute propagande officielle en faveur de la limitation des naissances est exclue, mais le taux brut de reproduction se présente ainsi selon les régions :

Guanabara et Rio de Janeiro	1,735
Sao Paulo	1,91
Amazonas	3,56
Ceara Pernambouc	3,39

Ainsi le nombre d'enfants par famille varie du simple au double quand on va de la région urbaine industrielle à la région sous-développée. L'écart aurait été plus grand encore, si l'on avait pu distinguer les classes sociales.

La baisse de la fécondité est commencée dans la plupart des pays du monde et va s'accroître dorénavant. Même en dehors de l'instruction officielle, la culture, au sens le plus général du mot, se répand par la télévision. Des résultats meilleurs auraient pu être obtenus et, de toute façon il faut du temps.

Mais, en matière de population, les raisonnements et les alarmes ne portent guère que sur la masse mondiale, comme si elle constituait un tout homogène et solidaire. Nous nous inquiétons alors d'apprendre que la population mondiale va passer à 6 milliards et demi d'habitants et subissons une secousse supplémentaire, si des chiffres ronds exercent leur effet suggestif, par exemple 7 milliards en l'an 2000.

Une telle émotion ne se justifierait que dans trois cas :

- 1 — *Avènement d'un gouvernement mondial*, répartissant les revenus ou les aliments.
- 2 — *Etroite solidarité entre les hommes*, impliquant une aide réciproque totale.
- 3 — *Possibilité intégrale d'émigrer d'un pays à l'autre*, ce qui égaliserait, dans une large mesure, les conditions de vie et les menus alimentaires.

Or, aucune de ces trois conditions n'est réalisée.

En juin 1972, aux Nations Unies, des experts, tous de culture américaine ou sous son influence, ont rédigé un rapport où est fait allusion à une solidarité mondiale en matière de population :

« Les objectifs de toute politique économique, sociale et démographique sont implicitement contenus dans le préambule de la Charte des Nations Unies. Par respect pour le bien commun de l'humanité, les nations souveraines acceptent de se soumettre à des obligations d'ordre international pour poursuivre des objectifs globaux. Il existe également deux autres concepts qui devraient être inhérents aux principes sur lesquels doit se fonder toute étude de la stratégie de la population : d'abord, la politique démographique doit être considérée comme partie intégrante du développement économique, mais jamais comme un substitut de ce développement; ensuite, les objectifs du développement au nombre desquels pourront figurer les objectifs démographiques doivent être établis sur des bases scientifiques.»

Que signifie ce texte laborieux ? Il vise implicitement à pouvoir condamner les pays à population trop rapidement croissantes (allusion est faite, d'ailleurs plus loin, aux « normes familiales anachroniques »).

Ces généralités sont cependant à côté de la question. S'il s'agit, au nom des Nations Unies, de convaincre l'Inde d'avoir à réduire ses naissances, celle-ci répondra qu'elle s'y emploie depuis plus de vingt ans et que des aides substantielles seraient préférables à des leçons de morale politique. S'il s'agit du Brésil, celui-ci risque de se trouver moins disposé encore qu'aujourd'hui à faire un effort en ce sens.

Quant au préambule de la Charte des Nations Unies, il se prête aux interprétations les plus larges. Les « nations souveraine » ne se soumettent déjà que bien imparfaitement à la poursuite d'objectifs globaux, comme le développement économique et culturel.

D'ailleurs, ni la Chine ni les pays socialistes d'Europe ne se plieront en matière de population, à des directives venant des Nations Unies, pas plus que les Etats Unis d'ailleurs, si ces directives étaient contraires à leurs vues.

ENTRE AISANCE ET FAMINE

La médecine est, nous l'avons vu, la cause essentielle de l'allongement de la vie dans le tiers monde, l'amélioration économique n'ayant joué qu'un rôle bien modeste. Les hommes vivent plus longtemps, tout en vivant aussi mal, du moins sur le plan essentiel, l'alimentation.

La famine meurtrière n'entre jamais dans les prévisions des démographes, mais seulement dans les avertissements des alarmistes. Or, on peut se demander si, entre l'aisance progressive et l'apocalypse, hypothèses toutes deux « tranquilisantes », ne se place pas une solution moyenne, déplaisante et torturante. On peut en tout cas, se demander si, sans catastrophe, le manque de nourriture et les carences ne vont pas freiner, ou même arrêter, la baisse de la mortalité. Si fortes qu'elles soient, les techniques antimortelles seraient incapables de combattre avec succès, au-dessous d'un seuil économique nominal. Un tel freinage de la baisse de la mortalité, le démographe a le « droit » de l'escompter en pleine sénérité.

Une non-diminution de la mortalité d'ici l'an 2000 pourrait, par rapport aux prévisions des Nations Unies, faire perdre 340 millions aux régions peu développées, qui auraient alors, en 2000, 4700 millions d'habitants au lieu de 5040.

Le Sahel offre une situation douloureuse, mais le nombre total d'habitants est si faible qu'une aide alimentaire permanente et totale pourrait aisément être supportée.

C'est surtout du triangle chaud, Inde, Pakistan, Bengale, qu'il est question, la Chine s'avérant hors d'affaire. L'émotion causée, dans les pays riches, à l'égard de la détresse serait bien moins vive s'il s'agissait d'un simple « manque à gagner ». Seulement, des situations fragiles peuvent se créer, génératrices de chutes brutales auxquelles les riches ne pourraient plus rester insensibles.

Pour le moment, les perspectives annoncent une vive progression de la population et sèment un émoi d'une autre sorte, où l'altruisme ne joue qu'un rôle bien modeste.

(*) Nous remercions Monsieur Alfred SAUVY d'avoir complété pour nous ces larges extraits de son livre « Croissance Zéro ? » (Autorisé par Calmann-Levy).

stribick
un constructeur conseil
Z.I. St. Etienne Bouthéon 42160 Andrézieux-Bouthéon